

**Conférence Jean Yves Rocheix
28-05-2015**

Mise en perspective de l'éducation prioritaire – comparaisons internationales

Note de synthèse – 140/147 revue pédagogique + N°170 de la revue pédagogique
Comparaisons dans huit pays européens.

Evolution de trois âges de l'EP

Convergences entre les pays

- Evolution des modèles

La modèle marqué par une politique de compensation et de démocratisation du système éducatif : donner plus à ceux qui ont le moins. Questions ? risque d'avoir une vision déficitariste des milieux défavorisés, ne penser le source de déficit que du côté des élèves et ne regarder qu'un modèle de la société. Age assez explicite, compenser sans s'aveugler et l'école doit pouvoir continuer parallèlement de se réformer : un laboratoire du changement social ? le label ZEP était un label enviable à ce moment-là. (sociologie critique, BERNSTEIN)

Un autre modèle marqué par un glissement vers de la prévention d'exclusion et des phénomènes associés à cette prévention. Un objectif d'égalité de résultats mais qui se reconfigure dans le domaine du minimum (socle commun). Mais cette thématique n'est pas exclusive d'un écart plus grand entre les plus forts et les plus faibles. Visée de traitement de manière isolée les différents phénomènes liés à l'exclusion (violence, décrochage,...) : une multiplication de dispositifs qui ne traitent pas en amont mais souvent en aval sans lien entre les questions d'apprentissage et les questions de socialisation. Ils se superposent et détournent l'attention des professionnels de leurs mission d'apprentissage. Glissement plus fort en France

Un troisième modèle : les métacatégories qui regroupent des catégories d'élèves ciblés par catégorie : population à risque (décrochage, violence), élèves à besoins spécifiques (talented pupils en Angleterre). Permettre à chaque élève avec ses caractéristiques supposées de maximiser ses chances de réussite (internats d'excellence, convention sciences po) : élargir le mode de production des élites. Les objectifs de compensation n'ont pas disparu mais la place symbolique de ces configurations a évolué dans le sens inverse.

Politique française

Politique non consensuel y compris par les syndicats du primaire dès le début.

Personne aujourd'hui ne conteste le principe de donner plus de moyens là où la difficulté est la plus grande. Extension de la carte à chaque relance. 8% des écoliers en 80 pour 20% depuis 1998. D'où une catégorie interne (RAR, éclair, REP, REP+...) pour traiter de cette difficulté scolaire.

Aujourd'hui on est en ZEP ou non. Principe de dotations différentielles.

Avoir une politique générique avec des principes dichotomiques.

Il faut une politique pour cibler les difficultés les plus grandes mais on ne sait pas quels dispositifs mettre en place. Consensus mais paradoxe.

Moyens relativement limités. Pas de principe de discrimination positive vraiment appliqué.

Les questions d'évaluation sont compliquées. Mesurer les progrès en ZEP. Dire mesure ça c'est mesurer la politique ZEP c'est plus compliqué que cela. Dégradation dans les quartiers plus fortes que dans les établissements scolaires.

Les résultats observés ne sont pas à la hauteur des engagements. Les inégalités sociales se sont plus accrues que les inégalités scolaires.

Aggravation des inégalités depuis le début du XXème siècle. Décrochage plus important dans la carrière des élèves et la réalité de leurs performances. De plus en plus d'élèves arrivent de plus en plus loin au collège, au lycée sans pour autant améliorer les acquisitions, les apprentissages.

Décalage plus grand entre les parcours et les acquisitions dans les ZEP. Décrochage se fait au moment de la rupture des cycles.

Mise en œuvre ?

Paradoxes :

l'école ne peut pas tout. Quand la société devient de plus en plus inégalitaire. Pour autant cela interroge la manière démocratisante des politiques ZEP.

- Ces politiques se soutiennent d'une incitation aux changements des pratiques enseignantes. Peu de connaissance sur l'effectivité de ces changements. Peu de données. On constate un peu de suivi et d'orientations politiques sur ces questions depuis 30 ans. En France on en sait plus avec les rapports des IGEN (ARMAND)
- Le ciblage des populations est sur des aspects sociaux et les critères pour les pratiques pédagogiques ne sont pas axés sur des aspects sociaux qui viseraient la démocratisation du savoir. L'innovation pensée sur le modèle des classes moyennes n'est pas démocratisant et produit même des effets pervers.

On peut tirer comme enseignement la nécessité d'une attention politique pérenne, instrumentée, soutenue, et financée sur la démocratisation du savoir sur ces questions-là pour renouer avec une visée de transformation pour tous les élèves en compensant sans pour autant en faire l'unique point à développer.